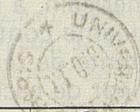


don 63391

CHILI NOUVEAU

NOVEMBRE / DECEMBRE 73

3 FR.



40 P 8512

A P P E L

L'ampleur du mouvement de masse du peuple français en solidarité avec ses frères de classe chiliens aujourd'hui poursuivis, torturés et massacrés par le fascisme agent de l'impérialisme américain, a montré une attitude claire et déterminante contre les actions que la junte fasciste a tenté de réaliser à Paris, actions qui se proposaient de cacher l'énormité du massacre et d'en faire une justification hypocrite.

Face aux nouvelles tentatives de négociations avec le « Club de Paris » que la Junte doit réaliser prochainement à Paris pour trouver l'aide suffisante en vue de continuer sa sauvage répression, nous devons accroître et propager la solidarité à tous les secteurs démocratiques.

Il faut, il est indispensable d'intensifier la dénonciation du régime de terreur existant au Chili.

Il faut aussi informer de façon systématique l'opinion publique et isoler la junte à tout prix.

Il nous faut maintenir, comme dans les premiers jours, l'aide matérielle et la solidarité avec le peuple chilien en lutte jusqu'à la victoire finale.

Le Conseil de rédaction
Paris, décembre 1973

S O M M A I R E

Déclaration du Parti Socialiste du Chili.....	p. 3
Poème : Allende	5
Délation, falsification, démagogie : différentes facettes d'une même réalité : le fascisme	5
La lutte continue	6
Témoignage d'un camarade du MAPU arrivé à Paris le 22 novembre 73	8
Témoignage d'un camarade du Parti Communiste du Chili, responsable d'une grande entreprise d'Etat	9
Petits dossiers : N° 1 : Acier pour la liberté	10
Informations venues du Chili	12
Le Parti Communiste du Chili dénonce une provocation	13
Carlos Altamirano, Secrétaire général du Parti Socialiste du Chili, lance un appel à l'union:	13

Notre prochain numéro paraîtra vers la fin du mois de février 1973

Directeur de la Publication :
Daniel Nowodworsky
Impr. Ed. GERMINAL - Paris

DÉCLARATION DU PARTI SOCIALISTE CHILIEN (fin novembre 73)

(Extrait de *l'Humanité*)

« La solidarité internationale est nécessaire et décisive pour sauver la vie de milliers de démocrates » :

La Commission politique du Parti Socialiste du Chili vient de publier une déclaration intitulée : « **Au peuple chilien et à l'opinion publique mondiale** ».

« En ces heures d'une répression massive et criminelle déchaînée par la dictature fasciste que connaît notre peuple, la voix combative des organisations populaires se lève toujours pour informer et dire la vérité sur ce qui se passe au Chili, avec la conscience que cette vérité constitue une arme précieuse de lutte dans la résistance contre la dictature.

« La Commission Politique du Parti Socialiste du Chili dénonce la répression criminelle déclenchée dans le but de briser et de détruire le Parti et toutes les organisations démocratiques. La dictature a échoué et échouera dans cette entreprise. Le Parti Socialiste est uni au Parti Communiste frère et aux autres organisations démocratiques pour maintenir hauts les drapeaux de la lutte et orienter les efforts du peuple chilien pour consolider son unité d'action totale dans la résistance au fascisme et dans la lutte pour imposer la démocratie au Chili. Mais la répression a frappé : des milliers de combattants populaires assassinés, torturés et emprisonnés sur toute l'étendue du territoire. De valeureux et chers camarades de lutte, formés par le mouvement populaire tout au long de nombreuses années de combat pour le socialisme, sont tombés héroïquement à leurs postes, fidèles à leur engagement révolutionnaire avec la classe ouvrière et le peuple.

Fusillé, fusillé, fusillé . . .

Le Parti Socialiste du Chili rend un hommage ému à tous les camarades assassinés par la main du fascisme. En particulier aux camarades dirigeants du Parti :

Arnoldo Camu Veloso, 33 ans, avocat, membre de la Commission politique du Parti Socialiste. Tué dans la rue par les tirs de la police politique le 25 septembre dernier.

Eduardo Paredes Barrientos, 33 ans, médecin, ex-directeur du service des investigations et président de « Chile Films », membre du Comité Central du P.S., et

Arsenio Poupin, 35 ans, avocat, sous-secrétaire d'Etat, ex-directeur du service des investigations, membre du Comité Central du P.S. Fusillés le 13 septembre à la caserne Tacna avec tous les survivants du bombardement et de l'assaut du palais de la Moneda.

Héctor Martínez Molina, 33 ans, dirigeant paysan, membre du Comité Central du P.S., arrêté par les militaires à la mi-octobre. Fusillé sans procès.

Luis Norambuena Fernandois, 34 ans, dirigeant de la C.U.T., conseiller municipal du Puerto de San Antonio, membre du Comité Central du P.S. Arrêté à San Antonio après le coup d'Etat et fusillé avec d'autres membres du Comité régional de Santiago Litoral sous le faux prétexte de « tentative de fuite ».

Ricardo Pereira (Maximo), 29 ans, médecin, chargé des problèmes de sécurité à la direction du Parti. Fusillé à la caserne Tacna le 13 septembre après 48 heures de tortures.

Manuel Donoso D..., 26 ans, professeur, dirigeant du Comité régional de Arica. Fusillé le 22 octobre.

Marcelo Guzman, Noberto Canas, Freddy Taberna, Rodolfo Fuenzalida, Jorge Sampson, tous membres de la direction régionale du Parti à Iquique. Fusillés à la mi-octobre.

Luis Carocca, 20 ans, étudiant, secrétaire régional de la Jeunesse Socialiste à Iquique ; **Héctor Ruz**, conseiller socialiste de la municipalité d'Iquique. Fusillés comme les précédents.

Pedro Cerda Albarracín, 34 ans, médecin, dirigeant régional, fusillé sur la place publique à Antofagasta en septembre.

Arnoldo Cabrera, médecin, directeur de l'hôpital de Chuquicamata. Dirigeant régional d'El Loa. Fusillé à la mi-octobre avec 21 autres dirigeants de la région.

Washington Munoz, 26 ans, employé, dirigeant régional à Antofagasta. Fusillé à la mi-octobre avec 25 dirigeants populaires de la région.

Leonelo Vicenti, secrétaire régional du Parti à Copiapo. Fusillé sans procès à la mi-octobre avec d'autres dirigeants régionaux.

Ricardo García, ingénieur, administrateur des mines de cuivre à El Salvador. Fusillé à la mi-octobre à Copiapo.

Patricio Alarcon, 23 ans, dirigeant régional à Nuble. Mort sous la torture dans les locaux de la police.

Francisco Gutierrez, Miguel Venegas, dirigeants régionaux de la Jeunesse Socialiste à Nuble.

Ricardo Lagos Reyes, maire de la ville de Chillan, assassiné avec toute sa famille le 16 septembre à son domicile sous prétexte de « tentative de résistance ».

Manuel Mariscal, dirigeant régional de Talca. Fusillé en septembre.

German Castro Rojas, dirigeant régional et Intendant de Talca. Fusillé après une mascarade de procès.

EN DANGER DE MORT

Cette liste, très partielle, établie par les directions intermédiaires du Parti, révèle très clairement les objectifs de la dictature : enchaîner le peuple en liquidant ses organisations par l'extermination physique de leurs dirigeants.

Le Parti Socialiste du Chili souligne l'importance décisive de la solidarité internationale envers le peuple chilien et la condamnation de la dictature usurpatrice qu'ont vigoureusement exprimée toutes les organisations, gouvernements et personnalités populaires et démocratiques du monde.

Cette solidarité internationale est nécessaire au peuple chilien ; elle est décisive pour sauver la vie et obtenir la liberté de milliers de compatriotes enfermés dans les casernes, les prisons et les camps de concentration ouverts dans les îles australes et le désert nordique.

Le premier objectif de cette bataille est de sauver la vie et d'obtenir la libération du cher camarade **Luis Corvalan Leppe**, secrétaire général du Parti communiste du Chili, gravement menacé par les fascistes, et avec lui tous les dirigeants politiques et hauts fonctionnaires du gouvernement populaire qui sont soumis à des tortures physiques et morales, et menacés de mort.

En particulier le Parti Socialiste attire l'attention sur les graves dangers qu'encourent les camarades :

Erick Schnacke Sil, sénateur, avocat, membre de la Commission politique du Parti, accusé d'« incitation de militaires à l'insubordination » ;

Clodomiro Almeida Medina, ancien Vice-président de la République et ex-ministre des Affaires Etrangères et de la Défense, membre du Comité central du P.S., déporté dans l'île Dawson ;

Edmundo Serani Pradenas, fonctionnaire au Congrès National, membre du Comité central et chargé des relations internationales du Parti socialiste ;

Guarani Pereda Da Rosa, conseiller à la Présidence de la République, ancien directeur du journal du Parti socialiste, membre du Comité central, soumis à la torture au Stade national ;

Uldaricio Figuerda, secrétaire régional de Valdivia, membre du Comité central, risque d'être fusillé à n'importe quel moment sous l'accusation d'avoir organisé des guerrillas dans la région de Valdivia ;

Adolfo Lara Bustamante, secrétaire régional d'Ohiggins, membre du Comité central ;

Eduardo Mella, fonctionnaire de la corporation du cuivre, membre du Comité central, emprisonné dans la ville de Rancagua ;

José Madariaga, gouverneur du département de Santa-Cruz, président de la Fédération paysanne de la province de Colchaga, membre du Comité central ;

Andrés Garcia Treyisanys, dirigeant de la région de Santiago-Cordillère, membre du Comité central ;

José Toha, ancien Vice-président de la République, ministre de l'Intérieur et de la Défense, journaliste, déporté dans l'île Dawson ;

Luis Aguilera Baez, sénateur, emprisonné à Coquimbo (Nord) ;

Armando Barrientos, député, emprisonné à Valparaiso ;
Andrés Sepulveda, secrétaire régional et député de Valparaiso ;

Sergio Anfossi, député d'Aysen, membre de la Commission Technique de la direction du Parti ;

Luis Villalobos, dirigeant régional et député de Linares ;

Cuiller O. Munoz, ex-intendant et député de la ville de Talca où il est emprisonné ;

Sergio Roubillard, gouverneur d'Arica, détenu à Arica ;

Ernesto Burgos, intendant de la province de Tarapaca, condamné à quinze ans de prison à Iquique ;

Sandro Arancibia, intendant et dirigeant régional de Valdivia où il est emprisonné ;

Mario Silva, secrétaire régional, emprisonné à Antofagasta ;

Alfonso Guerra, secrétaire régional du Parti à Santiago Cordillère ;

Reinaldo Pocek, avocat, secrétaire régional de Nuble. Emprisonné avec des accusations qui font craindre pour sa vie.

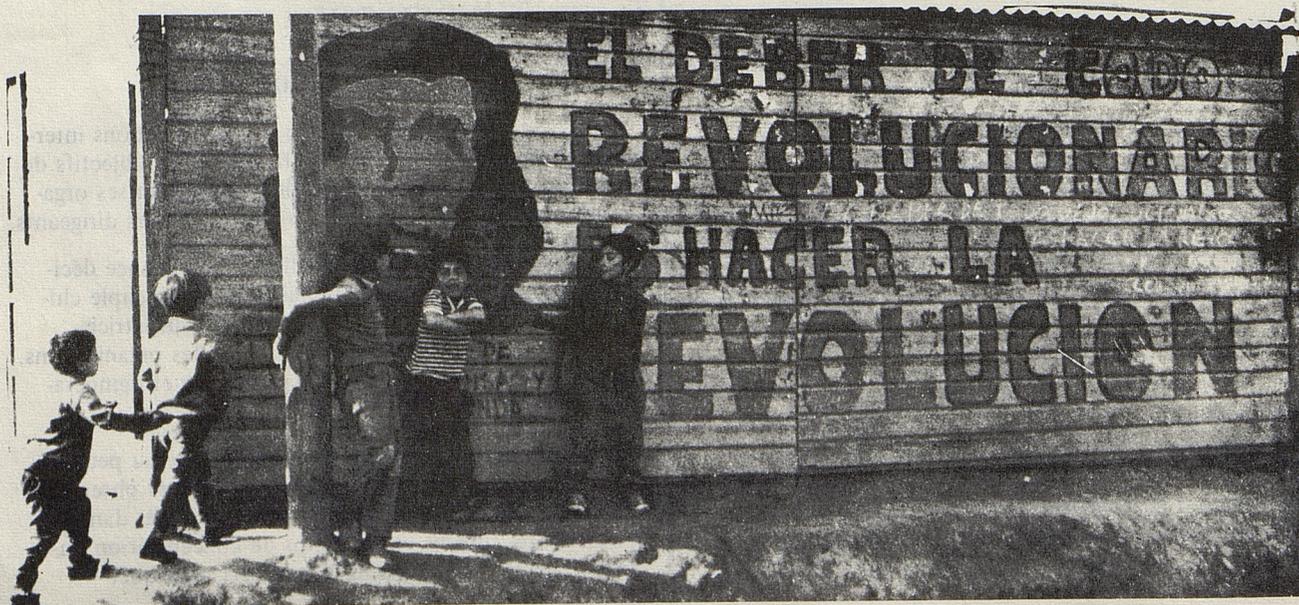
Sergio Arancibia Valenzuela, économiste, vice-président de l'I.N.D.A.P., détenu depuis le coup d'Etat sans que l'on sache où il est incarcéré.

La lutte pour la vie et la liberté de ces camarades et de tous les prisonniers politiques victimes de la dictature, est une partie importante de la dure lutte entreprise dans l'unité, pour le peuple chilien, pour renverser le fascisme, rétablir les libertés et les droits démocratiques et reprendre le chemin emprunté par le gouvernement populaire sous la direction du camarade **Salvador Allende**.

**CONTRE LE FASCISME ET POUR LA DÉMOCRATIE,
LE PEUPLE UNI VAINCRA !**

**LE SANG DES MORTS N'AURA PAS ÉTÉ VERSÉ
EN VAIN !**

La Commission Politique
du Parti Socialiste du Chili.



ALLENDE

Il est difficile d'être socialiste. Il y a le Chili, des révolutions culturelles et des révolutions « Casserole ». Les casseroles ne cassent rien. Casque l'ouvrier salaire. La preuve, les femmes de la bourgeoisie du Chili ont tué un homme en tapant sur des casseroles.

Allende participe présent
du verbe allez-vous-en
« Révolverbe » à la bouche

Bourgeoisie « que se vaya »
Bourgeoisie à sa cime
Bourgeoisie assassine

Bourgeois France
Oise Inférieure
C I A ça y est

Guevara Allende Lumumba
Il faut parler tout bas
on tombe ici facilement

Guevara Allende Lumumba
Che qui aura ta lente
fureur d'aller ? . . .

Ami, lune, bas, triste
Guevara Che, allende OUI :
Allende allons-y

A l'aide j'appelle
avec ta femme viens
On est plusieurs Overney
Ouvert grand Ouest et Sud
On est Ouest et Grand

Nous sommes Occidentaux
Accident excité
des gens oxidés
des gens qui occident
des gens qui génocident

Allende, vous coucher, mourir.
Nihiliste est Chili. J'ai
du tombeau la forme.
La bête Oise, la ville
Bourgeoise. Je te refuse
d'être de l'amer Sud.
Chez toi Ici, Chili, Ici
Allende allons-y.

Raphael PIVIDAL

Délation, falsification, démagogie : différentes facettes d'une même réalité : le fascisme.

Presque trois mois après le coup d'Etat, la presse, un des seuls moyens d'information qui puisse nous donner une image du cauchemar que vit aujourd'hui le Chili, est complètement censurée. Cette presse censurée est uniquement de droite. Elle diffuse le crétinisme idéologique de la Junte. Elle est « libre ». Le cauchemar des masses chiliennes est une invention de la « presse mondiale victime de la doctrine marxiste ». La réalité, selon ces journaux, est toute autre : le Chili vit un processus de reconstruction nationale avec l'appui de tous les Chiliens, solidaires, patrons et ouvriers la main dans la main. Les masses chiliennes vivent aujourd'hui dans le mensonge systématique, permanent ; elles ne se reconnaissent plus. Tous les mass-média étant contrôlés par les militaires il n'y a plus qu'une vision de la réalité : celle des fascistes, celle des capitalistes, celle de l'impérialisme. La liberté d'expression qui était totale au Chili de l'Unité Populaire, a été rasée, écrasée : le prolétariat ne peut plus contredire les mensonges, ne peut plus exprimer sa vie, ses luttes, ses aspirations. Les journaux des travailleurs, les programmes de radio, de télévision destinés aux masses, les ouvrages de vulgarisation des auteurs révolutionnaires, l'art populaire, tout cela a disparu. Neruda, Victor Jara et tous les anonymes qui sont morts pour les idéaux de liberté et de justice, restent vivants parmi les travailleurs du Chili.

Cette presse auto-censurée, la presse fasciste qui aujourd'hui paraît, est une des sources d'information qui nous montre une pseudo-réalité. Mais cette pseudo-réalité est déjà horrible. Leur propre réalité est déjà décomposée, elle laisse passer des informations qui nous indiquent la face cachée de l'iceberg.

« Que Pasa », « Ercilla », « Vea », « El Mercurio », « La Tercera », « La Prensa », voici les noms de la plupart des journaux et hebdomadaires réactionnaires. Ils publient, à part quelques nuances, les mêmes choses, les mêmes contenus, le même discours, ils endorment les Chiliens, ils les détournent. Les Chiliens sont narcotisés. Les « personnalités » (ministres, officiers de l'armée, agents de l'impérialisme) sont montrées et idolâtrées. Toute une morale de l'individu se dégage, une morale calquée sur la bourgeoisie internationale liée aux grands capitaux industriels et financiers impérialistes. Un vrai western nous est présenté : les bons (les sympathiques généraux pères de famille, bons époux, etc.) et les méchants (les militants de l'Unité Populaire, pervers, traîtres et vendus à une doctrine étrangère). « Que Pasa » « Que la justice soit faite » ; « effacer l'image donnée à l'étranger de notre patrie » ; « confiance dans la normalisation » (Olivetti, trust, impérialiste, entre au Chili après le 11 septembre : construction d'une nouvelle entreprise) ; « chiens policiers : effort, caractère et éducation. Aujourd'hui, l'armée en a aussi ; activité intense depuis le 11 ; les chiens policiers ont aussi leurs héros » (quand on connaît de quels actes d'héroïsme il s'agit : torture des militants de l'Unité Populaire) ; « Dans les campamentos : nourriture et espoir. JAP : marché noir. Le ravitaillement : retour à la normalité » ; « L'École militaire une nouvelle histoire : l'intérêt des jeunes pour la carrière des armes renaît » ; « Les extrémistes fusillés » ; « Lutte à mort contre le banditisme » ; « La Banque Centrale :

le grand scandale de l'U.P. » ; « Les vacances sont terminées : la joie juvénile revient » etc. etc.

Voici quelques titres d'articles qui paraissent quotidiennement dans le Chili d'aujourd'hui.

Les masses chiliennes sont aujourd'hui réduites au silence ; la Junte, à travers les mass-média essaie de les endormir. Elles sont désinformées. Beaucoup ne savent pas ce qui se passe dans leur propre pays. Nous, à l'étranger, en savons plus. Ceci ne peut plus continuer, il faut envoyer des informations, les moyens et les formes des envois restent à définir. Imagination camarades !

La Junte récupère et ment : dans ses journaux et hebdomadaires, elle publie des extraits de journaux européens, notamment français, voulant démontrer aux Chiliens que l'opinion mondiale est mal informée. Elle brouille les faits, elle voile le massacre. Elle incite les Chiliens à ne pas résister : par exemple, la revue « Que

Pasa » du 25 octobre 73 reproduit un article d'Alain Touraine (sous forme d'interview) paru le 7 octobre dans « Le Nouvel Observateur ». Voici le commentaire : « Possibilités de résistance : pour considérer l'interview du chercheur-sociologue Alain Touraine, d'un extrême intérêt pour l'opinion publique chilienne, qui doit connaître les opinions données à l'étranger, sur notre processus, nous la publions à continuation. Alain Touraine : armer le peuple, ce n'est pas résoudre le problème ».

Voici un exemple d'utilisation par la Junte, d'un texte paru à l'étranger. Ceci nous montre que nous devons être tous très discrets en ce qui concerne les jugements sur les trois années de gouvernement de l'Unité Populaire. Nous ne devons pas tomber dans le jeu du fascisme. Nous devons avoir une certaine maturité politique. Faire attention à nos déclarations et penser plusieurs fois avant de publier quelque chose sur l'Unité Populaire dans la presse.



LA LUTTE CONTINUE . . .

Voilà trois mois, le 11 septembre 1973, le Gouvernement d'Unité Populaire, légalement constitué, a été écrasé dans le sang par les militaires fascistes chiliens.

Aujourd'hui, la répression continue, systématique, brutale. On assassine, on torture, on pourchasse les militants de l'Unité Populaire et ceux qui n'en sont pas mais qui, devant le caractère fasciste de la Junte, commencent à réagir, à protester de différentes façons.

A l'intérieur, l'inflation qui atteint plus de 500 % et la pénurie alimentaire, rendent de plus en plus précaire la satisfaction des besoins alimentaires de l'ensemble des travailleurs et des couches les plus défavorisées. Par

contre, la classe possédante en profite plus que jamais ; ses points d'approvisionnement sont toujours assurés.

Quelques exemples permettent de voir à quels problèmes doit faire face le peuple chilien afin de pouvoir subsister :

Articles	Prix sous le gouv. Allende	Prix sous le gouv. de la junte
Kilo de pain	11 escudos	40 escudos
Kilo de sucre	25 -	120 -
Litre de lait	2 -	12 -
Café	35 -	600 -
Huile de table	70 -	540 -
La bouteille de bière	4 -	60 -
Kilo de riz	4 -	260 -

Et il faut se rendre compte que la majorité des secteurs les plus pauvres et en général l'ensemble des travailleurs gagnent par mois la misérable somme de 12.000 escudos, salaire imposé par la Junte.

L'indice pharmaceutique est le suivant :

Unité Populaire : 16 escudos

Junte : 120 escudos

Différence de prix d'un marché à l'autre :

Articles	Marché Central	Marché Providencia
Kg. de tomates	250 escudos	360 escudos
Kg. d'oranges	60 -	120 -
Kg. d'avocats	240 -	340 -
Une laitue	5 -	30 -
1/4 de kg. de fromage	220 -	340 -

En général, la hausse des prix est de 500 % et atteint aussi déjà 1,600 %, selon les propres paroles du général Pinochet, ce taux se maintiendra jusqu'à la fin de l'année.

D'autre part, le chômage va croissant. On a des informations qui parlent de plus de 800.000 Chiliens sans travail et qui ne savent pratiquement comment ils pourront vivre d'ici à quelques semaines.

Sous le gouvernement de l'Unité Populaire le chômage était de l'ordre de 3,1 % en décembre 72. Actuellement, on ne possède pas de chiffres exacts pour évaluer la proportion dans laquelle le chômage s'est accru. Mais il demeure évident que cette situation est désastreuse pour des millions de Chiliens qui se trouvent sans travail, vivant dans des conditions misérables. La Junte, ne reculant devant rien, a déclaré que les personnes ne travaillant pas seraient passibles de prison ferme.

On possède quelques chiffres, parvenant du Chili, qui concernent le nombre d'employés, d'ouvriers, de professionnels expulsés de leurs emplois, qu'ils soient ou non de l'Unité Populaire. Ainsi, à l'Institut de Développement Agricole (I.N.D.A.P.) on a expulsé plus de 650 personnes. Aussi entre le 24 septembre et le 27 octobre, l'organisme S.E.N.D.E. (Service National pour l'Emploi) a reçu plus de 4.000 demandes de travail, et ceci pour un seul secteur de Santiago. Ces demandes font suite aux expulsions massives de l'administration publique pour, évidemment, des raisons politiques.

La Junte fasciste se sert de tous les moyens dont elle dispose pour liquider physiquement et politiquement le peuple chilien.

Cela va du port obligatoire de la cravate pour tous les fonctionnaires de l'administration aux livres brûlés dans les rues, en passant par les tontes sauvages des cheveux longs.

Plus de 30.000 universitaires ont été chassés des facultés et ne peuvent plus s'inscrire dans aucune université chilienne.

La répression sauvage s'amplifie, frappant tous les secteurs. Ainsi, Victor Jara, grand artiste populaire, chantant la lutte du peuple chilien, a été fusillé.

Jorge Pena, directeur de l'Ecole de Musique de la Serena, ville située à 400 kms de Santiago, a été fusillé.

David Miranda, secrétaire général de la Fédération des ouvriers mineurs, membre du Comité central du Parti Communiste du Chili, a été fusillé.

Des spécialistes brésiliens et des envoyés spéciaux nord-américains apportent à la Junte fasciste une aide précieuse.

D'autres camarades sont détenus dans les prisons et attendent de passer devant les tribunaux militaires. Ils comptent sur une grande campagne internationale de solidarité pour obtenir leur vie sauve et leur liberté. Sont dans ce cas :

- Luis Corvalan, secrétaire général du Parti Communiste du Chili.
- Le Général Bachelet.
- Erick Schanacke, sénateur socialiste.
- Carlos Lazo, vice-président de la Banque d'Etat,
- Aniceto Rodriguez, sénateur socialiste.
- Fernando Florez, ministre de l'Unité Populaire.
- Enrique Kirberg, recteur de l'Université Technique d'Etat.
- Fernando Alvarez Castillo, intendant de Concepcion.
- Alonso Morena.
- Claudio Rivera.
- Pedro Hidalgo, ministre de l'Agriculture.
- Le maire d'Iquique et tous les conseillers de la ville.
- Le secrétaire provincial de la CUT (Centrale Unique des Travailleurs), R. Echeverria.
- Le maire d'Arica, ville située à l'extrême nord du pays.
- D'autres officiers de l'armée.

Une caserne de l'armée fasciste a été attaquée le samedi 10 novembre à Temuco, 730 km au sud de Santiago. Les révolutionnaires étaient au nombre de 15, 7 ont été touchés par les balles fascistes. La Junte militaire a commencé à restituer les propriétés de plus de 40 hectares qui étaient aux mains des paysans selon la loi de la Réforme agraire. Face à ces restitutions opérées par la Junte, les paysans s'organisent et manifestent.

Une grève a éclaté dans le chantier du métro à Santiago. Plus de 90 ouvriers se sont mis en grève pour demander une augmentation des salaires et une amélioration des horaires de travail. Ils ont dû reprendre le travail le lendemain à coups de baïonnettes.

88 entreprises étatisées ont été restituées le 24 novembre à leurs anciens patrons.

LA LUTTE CONTINUE A L'INTERIEUR ET A L'EXTERIEUR . . . AVEC LA SOLIDARITE INTERNATIONALE.

Luis Corvalan a été conduit à l'île Dawson, camp de concentration des fascistes, où se trouvent déjà de nombreux camarades chiliens :

Anselmo Sule, président du Parti Radical - Pedro Felipe Ramirez, ministre des Mines - Camilo Salvo, député socialiste - Hugo Miranda, José Toha, Jaime Toha, José Cademartori

Témoignage d'un camarade du M.A.P.U. (Mouvement d'Action Populaire Unitaire)

Paris, le 22 novembre 1973

Les atrocités physiques et morales commises par la Junte fasciste sur la gauche chilienne pendant les premiers jours du coup d'Etat, ont continué sous d'autres formes (voire plus horribles) jusqu'à mon départ.

La Junte, face à son impuissance à gagner la sympathie des masses populaires, prétend les dominer par la terreur.

Toutes les nuits on entend à Santiago, pendant le couvre-feu, le tac-tac des mitrailleuses et le bruit des chars passant à travers les principales avenues de la capitale. Spécialement dans les quartiers populaires, et ceci dans le but de terroriser et de provoquer.

Mais surtout une des formes de répression les plus insupportables est celle qui découle de la politique économique de la Junte fasciste. Les licenciements massifs (800 de l'INDAP, 750 de la CORA, etc.), la fin des conquêtes sociales : suppression du 1/2 litre de lait pour les enfants, les coopératives de consommation, les centres de vacances populaires et système d'aide sociale ; plus une hausse des prix de 1.800 % précipitent les classes laborieuses dans la misère la plus épouvantable.

Il n'est pas possible, pour un ouvrier spécialisé par exemple, dont le salaire est de 12.000 Escus (escudos) de vivre dans un monde où une boîte de café de 35 escudos vaut maintenant 600 escudos, une bière de 4 escudos, 60 escudos, le riz de 4 à 60 escudos, l'huile de 70 escudos à 540 escudos, un beefsteack de 120 à 1.500 escudos, denrées pour bébé de 16 escudos à 300 escudos, un pantalon de 3.000 escudos à 12.000 escudos, un manteau pour femme de 400 à 40.000 escudos, une paire de chaussures de travail de 1.000 escudos à 8.000 escudos, l'essence de 1 à 75 escudos, etc.

Perspective de lutte

Dès le 11 septembre se sont formées dans les quartiers populaires des cellules uniques dans lesquelles travaillent organiquement des militants de toutes tendances politiques anti-fascistes. Malgré le danger de mort, des imprimeries clandestines fonctionnèrent immédiatement ainsi que les systèmes d'information et de communication.

L'Unité de la Gauche et des formations démocratiques, réalité concrète du progrès social, est arrivé à être le premier mot d'ordre des travailleurs chiliens. « Contre la répression militaire, résistance populaire ». Sans mots d'ordre de Partis. Ceci, on peut le lire dans les W.C. publics, sur les billets de banque (dans certaines

communes, on a dû les supprimer), et dans tout endroit où cela est possible.

C'est par milliers que les anti-fascistes écoutent, la nuit, les radios étrangères, cherchant la solidarité internationale, car nous savons que de son efficacité dépend dans une large mesure, la vie des milliers de camarades prisonniers, ainsi que l'efficacité de la résistance (aide matérielle et financière).

La résistance chilienne ne peut pas subsister toute seule. Le Chili en lutte attend l'aide solidaire des travailleurs du monde.

Quelques faits observés directement :

1. Les ambassades qui donnent asile aux Chiliens et militants étrangers se trouvent fortement surveillées. Toute démarche consulaire, diplomatique, etc. doit se faire dans la rue, sous la surveillance des militaires. On ne respecte pas l'immunité des voitures diplomatiques.
2. Il est interdit de parler de politique sur les lieux publics. Exemple : dans une queue d'une grande artère de Santiago (Providencia - quartier riche), quatre chars surveillaient la conversation des « dames » : plusieurs détenues. Ceci est arrivé le 14 novembre.
3. Pour faire une fête, pour loger un ami, pour enterrer un mort, etc., il est nécessaire de demander l'autorisation à l'autorité militaire du quartier.
4. Quatre jours après le coup d'Etat, 21 camions avec des prisonniers traversèrent la ville vers une destination inconnue ; trois parmi eux étaient chargés de femmes.
5. Dans l'administration publique et dans les lycées d'Etat, il est absolument interdit, sous peine de prison ou d'expulsion, en cas de récidive, l'usage de pantalons pour les femmes, l'usage de sabots. Pour les hommes, l'usage de la barbe, les cheveux longs et chemises sans cravate.
6. Le 11 novembre, nous avons pu voir à la Télé la visite de Pinochet dans un quartier populaire. Sa déclaration finale fut : « malgré les mauvaises références que j'avais sur ce quartier, j'ai découvert qu'il y a aussi des êtres humains ». A vous de juger.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UNIVERSITÉ TECHNIQUE DE L'ETAT DE SANTIAGO, RICARDO NUNEZ (Parti Socialiste) EST ARRETÉ DEPUIS LE 14 SEPTEMBRE, SANS INCULPATION.

Il est impossible d'obtenir une entrevue avec lui, car les militaires soutiennent que les prisonniers peuvent être vus seulement par leurs avocats. Comme il n'y a pas d'accusation contre lui, il n'y a également pas de jugement, donc pas d'avocat.



Témoignage d'un camarade du Parti Communiste du Chili, arrivé le 22 novembre 1973 à Paris :

J'étais à mon bureau de l'avenue Bulnes en face de la Moneda. Je suis arrivé le mardi 11 septembre comme tous les jours à huit heures trente. J'écoutais la radio Magallanes (radio du Parti) au cours de mon trajet de ma maison à mon lieu de travail ; j'écoutais de la musique folklorique. Tout paraissait normal.

Vers 8 h 45, des tanks et des troupes commencèrent à arriver en masse et finirent par bloquer complètement l'avenue, les fusils-mitrailleurs pointés vers l'édifice et les fenêtres pour intimider les curieux et éloigner les éventuels francs-tireurs.

Aussi ils tiraient sur tout ce qui leur paraissait suspect. Il y avait cinq camarades au bureau. Ils étaient tenus d'attendre les instructions de la CUT (Centrale Unique des Travailleurs, dissoute depuis le coup d'Etat fasciste) selon la tournure des événements. Et vers 9 h 30, des tanks et des jeeps apparurent sous ma fenêtre.

Radio Magallanes termina ses émissions vers 11 heures du matin. La radio de l'université technique de l'Etat put transmettre jusqu'à tard dans l'après-midi. Pendant tout ce temps s'écoulaient les heures les plus dramatiques : les généraux fascistes demandaient à Salvador Allende de se rendre. Le Président répondait « non ». Des avions de reconnaissance survolèrent les lieux ; après quoi ils commencèrent les bombardements de la Moneda, il était près de 11 heures.

Vers 2 h 30, j'ai pu abandonner mon bureau et j'étais tout seul à ce moment-là. J'ai pris ma voiture et je me suis rendu chez ma tante où je retrouvai ma femme. La Junte décréta le couvre-feu. Je dus rester caché jusqu'au jeudi vers douze heures (midi). De là, nous partîmes, ma femme et moi, et mon fils (11 mois) resta auprès de ma tante.

Je restai une semaine durant dans le grenier chez des amis. La Junte appela à la reprise du travail pour le 19 septembre. Pendant ce temps là, nous eumes à passer à la poblacion Lo Hermida (quartier populaire de Santiago), un jour. On y trouvait beaucoup de militaires et des tanks : c'était la perquisition. Et nous avons presque tout vu. Quelques jours après, j'ai dû repasser sur les lieux ; je m'aperçus qu'il n'y avait que des femmes et des enfants. On peut penser que les hommes étaient tous morts assassinés, ou prisonniers, ou déportés.

Je me suis présenté à mon poste de travail où on m'a fait savoir que je serais licencié à partir du 31 septembre, mais que je devais rester à mon lieu de travail pour avoir à subir une enquête administrative. Deux éventualités se présentaient à moi : soit des repréailles du tribunal militaire, soit des sanctions administratives.

Le vendredi 20 septembre, nous sommes allés nous réfugier chez ma mère. Le lundi 24, je me suis présenté à mon travail, après quoi je suis rentré. Le couvre-feu commençait à 21 heures et finissait à 6 heures du matin. Vers 21 h 30, vingt carabiniers (police) se présentèrent au domicile pour effectuer une perquisition. C'était à la suite d'une plainte d'un voisin alléguant qu'il y avait des « Tupamaros » chez ma mère. Ils ont interrogé tout le monde. Ils m'ont arrêté parce que j'étais communiste. La preuve de mon délit (être communiste) était trois revues (El Siglo, organe du Parti Communiste, la revue Tiempos Nuevos et un livre intitulé « Génocide au Viet-

nam, de Quimantu).

Ils me firent monter dans le bus, les mains derrière la tête et ils m'obligèrent à me coucher à plat ventre sur le plancher du bus. Pendant le trajet de chez ma mère jusqu'au commissariat, ils arrêtaient une fois le bus pour effectuer une autre perquisition. A ce moment là, je suis resté avec trois carabiniers, ils me parlèrent pour me dire : « Tu as fait vraiment une connerie d'avoir étudié pendant dix-huit ans pour en finir maintenant comme un vulgaire délinquant, que la seule chose que je pouvais faire si je sortais vivant de cette histoire, c'était de foutre le camp du pays et de trouver du travail ailleurs ».

Pendant ce temps là ils disaient aussi « on va te fusiller tout de suite, on va vous casser la gueule, vous les sales communistes », etc. Tout cela pour me faire flancher psychologiquement. Nous sommes arrivés au 13ème commissariat et là ils me firent attendre pendant plus de deux heures les mains en l'air, appuyé sur un mur, et en même temps ils me donnaient des coups de pied. Ils m'interrogèrent et ordonnèrent de me transférer au Stade national. Pendant le trajet, ils firent deux simula-cres de fusillade, ils arrêtaient le bus, etc. Au Stade national, je fus reçu par les militaires : fouille, coups de pieds, interrogations sommaires et toutes sortes de vexations. Ils m'expédièrent sous les gradins. Il y avait déjà trente personnes. Là nous devions passer la nuit à même le sol sans couvertures car elles étaient toutes pour les plus vieux et les malades.

Il y avait des étudiants, des ouvriers, des cadres, des médecins, etc. Ensuite on me mit dans un vestiaire, il y avait six vestiaires de 100 personnes chacun. Moi j'étais au N° 1. A 10 heures, chaque jour, on nous donnait quelque chose qui ressemblait à du café avec du pain. Parfois, on n'en distribuait pas assez pour tous. Alors, on ne mangeait pas. Vers 11 heures, on nous faisait sortir en formation militaire sur les gradins. Là, on prenait le soleil et on parlait jusqu'à 4 heures de l'après-midi sans rien manger. A 4 heures on rentrait dans les vestiaires et ils nous donnaient un demi-plat de soupe ou de haricots, mais jamais le nombre de rations suffisant. Alors, il y avait des gens qui ne mangeaient pas, et cela tous les jours. La pièce était de 50 m². Pour dormir, on se mettait en file indienne et ensuite on s'étendait.

La routine à l'intérieur du Stade National :

Attendre l'interrogatoire; une fois interrogé, peut-être sortir en liberté conditionnelle ou subir un deuxième interrogatoire. Moi j'ai été interrogé le 8 octobre. Bien sûr, pendant ce temps, je n'avais aucun contact avec l'extérieur, ni avec ma famille, et pas d'assistance médicale.

Il y avait deux lieux d'interrogatoire. Premièrement, les pièces normalement utilisées pour la retransmission radio-phonique des matchs de foot-ball, et le restaurant avec ses dépendances.

Deuxièmement, il y avait le « Vélodrome » qui était près de la piscine. A l'intérieur du stade il n'y avait que des hommes ; les femmes étaient près du « Vélodrome » dans les locaux adjacents à la piscine. Ce jour-là nous fûmes conduits au « Vélodrome », 140 hommes et 40 femmes. Parmi les hommes, j'aperçus Rodrigo Rojas, directeur de « El Siglo », Angel Parra, chanteur populaire qui subissait le 7ème interrogatoire, et les deux filles de Tito Palestro, sénateur.

Pendant que nous attendions notre tour, nous entendions

les cris et les gémissements de ceux que l'on torturait. Il y avait différents groupes de militaires qui interrogeaient. Chaque groupe était toujours composé de trois militaires appartenant à la même arme : Carabiniers, Aviation, Marine, Terre, plus la police politique (Investigaciones). Chaque équipe était désignée par le prénom fictif du chef d'équipe. Moi je suis tombé sur un nommé « Palacio ». Le lieu de mon interrogatoire était un tunnel de béton armé. Ils m'ont appelé par mon nom et ils m'ont mis une sorte de couverture sur la tête, mais je pouvais voir très vaguement à travers. Après quoi ils me firent courir, la tête baissée, vers un mur contre lequel je me heurtai violemment. Et comme ça plusieurs fois. Ils disaient « Non, c'est pas par là, c'est par ici » et ils me faisaient courir à nouveau ; ma tête heurtait encore le mur. Ils appelaient cela « la poule aveugle ».

Ils me mirent en face d'un bureau ; un type notait. J'étais en face avec la tête baissée, entouré de deux officiers appartenant à la FACH (Aviation). Ils commencèrent à me cogner très fort sur le visage, des deux côtés. Ils me donnèrent des coups de pieds avec la pointe des chaussures (puntete) entre mes jambes, sous les testicules. Après, commença l'interrogatoire. Les questions étaient : Nom, profession, si je connaissais des étrangers, la militance politique, des noms de camarades communistes et de gauche, lieux de dépôts d'armes, lieux de réunions, etc. Moi je répondais toujours avec les mêmes quatre réponses : « non », « oui », « je ne sais pas, Monsieur » et « vous croyez que je suis suicidaire ? »

Après ces réponses ils disaient que je ne voulais pas coopérer et ils commencèrent à me donner des coups de poings et des coups de pieds, et ainsi plusieurs fois.

Après quoi ils m'emmenèrent faire une promenade. La promenade consistait à aller à l'endroit qui s'appelait « Caracole norte » (escargot nord), non désigné pour la salle de tortures. Là je pouvais distinguer le déroulement de l'interrogatoire d'autres personnes. Des hommes et des femmes. Il y avait un homme avec les mains dans une bassine contenant de l'eau, et on lui appliquait de l'électricité dans divers endroits du corps. Il y avait aussi une femme nue à qui on appliquait du courant sur les seins. Ça se répétait continuellement... les mêmes réponses : « non »... et les coups à nouveau.

Ils me firent enlever mes pantalons et m'étendre sur une longue toile et ils me donnèrent un morceau de fil de fer, puis ils m'appliquèrent du courant sur le ventre et sur les testicules. Je crois qu'après ça ils se fatiguèrent et m'emmenèrent de nouveau au premier endroit où ils me rouèrent de coups. Ils disaient qu'ils allaient voir si ce que j'avais dit était vrai, après quoi ils m'annoncèrent que je pouvais sortir sous liberté conditionnelle après avoir signé des documents : une déclaration et un compromis de loyauté envers la junte militaire, de non-participation politique, syndicale, etc.

Je promettais de rester à la disposition des tribunaux militaires

De là ils me transférèrent dans un endroit où étaient ceux qui avaient été déjà interrogés. Le vendredi 12 octobre à 5 heures de l'après-midi, ils me communiquèrent ma liberté domiciliaire, c'est-à-dire être chez soi ou au lieu de travail. Pour sortir, j'ai dû signer un autre document où je disais que je n'avais pas de plainte à formuler et que je n'avais été soumis à aucun type de torture ou de « molestation ». Je suis sorti libre et j'ai commencé à faire des démarches pour sortir du pays.

Je suis passé de 60 à 48 kilos en 18 jours, avec beaucoup de fièvre et totalement malade des poumons et des bronches. D'autre part, j'ai pu observer directement pendant mon séjour au Stade national, les faits suivants :

1. J'ai vu un homme excédé à l'intérieur du stade, entre 11 heures et 4 heures, tenter d'arracher un fusil à un soldat de garde ; celui-ci le fusilla sur le champ.
2. Une autre personne également, sous la tension, s'est pendue avec sa ceinture dans notre « vestiaire ».
3. Un camarade de la cellule, que d'ailleurs je connaissais, dirigeant du syndicat FENSA (Industrie de frigorifiques, etc.) eut une attaque d'hémorroïdes et il ne pouvait pas bouger. Il l'emmenèrent dehors où il y avait un hôpital de campagne. Les médecins l'opèrent à froid, sans anesthésie, et ils le ramenèrent ainsi au « vestiaire ». Le jour suivant, les blessures s'ouvrirent de nouveau ; retour à l'hôpital où on lui donna un calmant et où on le renvoya encore au « vestiaire ». Le jour suivant, ils l'emmenèrent, en le soulevant, pour l'interrogatoire au « Vélodrome ». Il fut ramené dans le même état.

Petits dossiers N° 1

ACIER POUR LA LIBERTÉ

Samedi 27 mars 1971, 23 heures. Les téléspectateurs chiliens s'apprêtaient à regarder quelque feuilleton nord-américain ou à fermer leur poste, quand apparut le visage de leur Président — le médecin socialiste **Salvador Allende** — porteur d'un message : « *Nous nous sommes proposés de réaliser dans un effort national — il s'agit d'un projet concernant le Chili — l'augmentation de la production d'acier et de développer les marchés traditionnels de notre fer* ». Il rappela l'étatisation déjà réalisée dans le secteur privé, dominé par la Compagnie de l'Acier du Pacifique (C.A.P.), propriétaire de l'unique usine sidérurgique du pays. Il ajouta : « *D'après la base de CAP, nous voulons structurer ce complexe (minier et sidérurgique)* ». Un peu plus tard, il annonçait : « *Nous avons réalisé par accord mutuel la nationalisation des mines de fer qui appartenaient jusqu'à présent à la Bethlehem Steel Iron Mines* » — nom pour le Chili de la Bethlehem Steel Corporation nord-américaine, l'un des trois trusts sidérurgiques les plus puissants du monde capitaliste.

Douze heures plus tard, le Président Allende parlait depuis Temuco (ville de l'extrême sud) devant une foule de paysans dépossédés de leurs terres depuis des siècles par le latifundio.

Le contrat passé avec la Bethlehem établit l'acquisition par la CAP des mines qu'elle exploitait à El Romeral depuis 1953 et à El Tofo depuis 1913 ; ce dernier étant en voie d'épuisement avec une production de 13 millions 200.000 tonnes par an. Le montant de l'opération se fera sur la base de 20 à 23 millions de dollars — en valeur nette de livres — et le paiement sur 15 quote-parts. La première sera effective à partir du 1er juillet 1973, en commençant par une échelle de 5 depuis la sixième jusqu'à la dixième partie du total qui couvriront les 64,5 % globaux. Les dix autres quote-parts restantes seront annuelles et de valeur égale. L'intérêt sera de 5,75%

par an. La production actuelle de fer chilien oscille entre 11 et 12 millions de tonnes. Excepté les 930.000 tonnes que consomme l'usine de Huachipato, le reste est exporté. Ce qui signifie une rentrée brute de devises de quelques 70 millions de dollars. Huachipato produit pour sa part quelques 650.000 tonnes d'acier, pratiquement absorbées par l'industrie locale.

Nous avons eu un entretien avec le nouveau directeur de la CAP, l'ingénieur Carlos Matus, l'un des signataires chiliens de l'accord passé avec la Bethelhem.

Il y a peu de temps encore, le cigle C.A.P. était associé, par quelques-uns des membres de son directoire, à un secteur bourgeois illustré. Les membres employaient leurs temps libres pour se consacrer à l'art moderne. Ils patronaient aussi des biennales de peinture, établissaient des relations culturelles avec des organismes nord-américains.

Et dans le domaine politique, si la heute industrie s'offre elle-même certaines manifestations esthétiques, elle influence considérablement, par son poids d'acheteur, la tendance essentielle des oeuvres. Or, depuis quelques jours, un ouvrier est le vice-président de la CAP ; avec lui l'art ne court aucun risque sinon celui de découvrir de nouveaux horizons.

Onze jours avant le 21 décembre dernier (1971) — jour durant lequel Allende annonçait devant une foule enthousiaste le projet de réforme constitutionnelle qui permettra la nationalisation de la grande industrie minière (le cuivre rapporte 80 % des devises du pays). Un ingénieur de 39 ans, socialiste, dont le nom était connu des milieux académiques et des chercheurs de CEPAL ainsi que des Nations Unies, assumait la direction de la CAP : Carlos Matus.

En 1959 il partait à Cuba, lors de la révolution, avec un contrat de la CEPAL en tant que conseiller des ministères de l'Economie, de la Planification et de l'Agriculture. Il travaille deux ans. Il se souvient des quelques brefs contacts avec le commandant Ernesto Che Guevara qui créait du néant — du vieux désert de la dépendance — les premières structures de la libération économique du nouvel Etat. Carlos Matus revient au Chili en 1961 toujours en tant que technicien de l'O.N.U., avec une charge à l'ILPES (Institut latino-américain de planification économique et sociale), comme professeur d'économie politique d'une part, et d'autre part comme directeur de la division des conseillers. Le jour suivant, il devenait directeur de la CAP, organisme appelé à se transformer en axe de la politique sidérurgique du nouveau gouvernement.

Ce secteur décisif permettra, dans le futur, l'indépendance logistique pour le développement industriel, la production minière et la création d'une source de rentrées dues à l'exportation. L'acier peut remplacer peu à peu le cuivre ; le fer, lui, doit financer l'expansion sidérurgique.

L'agriculture doit se transformer radicalement et assurer l'alimentation normale à une majorité de gens dont la nutrition est depuis des siècles déficiente. Une nouvelle économie doit être édiflée pour passer au socialisme. C'est la grande aventure, le grand rêve toujours repoussé que se propose de concrétiser le gouvernement — dont le front de gauche tend à s'élargir —. Le nouveau Président appelle ce projet libérateur celui de « la seconde indépendance ». Le peuple crie dans les rues « *Allende, Allende, el pueblo te defiende !* »

Les secteurs réactionnaires n'abandonnent pas leur attitude sédiciieuse viscérale. C'est le signe de l'affrontement historique dans lequel l'équipe de responsables du secteur économique doit stimuler et atteindre les buts de la production.

La Compagnie de l'Acier du Pacifique sera l'entreprise-clé, l'axe du complexe qui comprendra la sidérurgie et les mines de fer en un seul programme d'expansion — C'est ce que dit Matus, secrétaire exécutif du Comité métallurgique de CORFO (Corporation de Fomento de la Production) — Il s'agit d'un axe régulateur et planificateur, explique Matus, une sorte de « holding », mais aux mains de l'Etat, c'est-à-dire au peuple du Chili. Il se charge des achats, du système bancaire qui contrôle la marche des entreprises intégrantes. Celles-ci seront constituées en base de décentralisation administrative et de concentration politique. C'est de CAP que viendra le programme à appliquer, programme défini par le gouvernement d'Unité populaire.

L'ingénieur déplie un organigramme : « Ce complexe englobe la sidérurgie. En ce sens, le pilier en sera l'usine de Huachipato dont la production annuelle de 630.000 tonnes doit atteindre de 1 million de tonnes en 1973 à 2 millions 500 mille tonnes en 1976, cela grâce à un programme d'expansion de la branche. De même l'INDAC en fera partie avec sa production d'acier fin et dont 52 % des actions appartiennent à la CAP, et presque tout le reste à une municipalité.

Le crayon de l'ingénieur glisse sur le plan étalé : « Mais nous possédons aussi des aciers finis. Ici CAP possède 51 % des 70 % détenus par la ARMCO International dans la ARMCO Chili. Cette industrie produit des boules de moulures de minerais, utilisées dans la grande industrie du cuivre et deux autres industries de câbles d'acier que la CAP contrôlera. Ensuite nous avons la branche des mixages de fer, c'est-à-dire la production de « ferromolibdène » et « ferrovanadio ».

Ensuite les aciers semi-finis et les fonderies de fer. Nous fabriquerons aussi des blocs de moteurs pour l'industrie motrice. Il y a un marché important d'importations dans les pays du groupe andin. Nous avons aussi le secteur « Maestranza » pour produire les biens d'équipements, des grues, des charpentes d'acier, des voitures ferroviaires, etc.

Astilleros pour assurer la flotte de navires pétroliers nécessaires à notre trafic interne. Le Chili a une côte très longue sur le pacifique. Et pour terminer, les entreprises d'ingénieurs. On s'occupe de la vente des services produits par le complexe, des projets internes d'inversion, etc., et de fermer le circuit (à l'intérieur) du complexe avec une réduction maximale des coûts.

Le Chili est capable, partiellement, d'exporter des produits sidérurgiques. Nous pouvons nous aligner sur le marché par les aciers finis. Nous pouvons exporter aussi des aciers semi-finis, non seulement en Amérique Latine, mais aussi au Japon et en Chine — pays de grande production où notre acier serait une goutte d'eau dans la mer.

Quant au minerai de fer, l'augmentation de l'extraction prévue est orientée en vue de l'exportation. D'après la planification pour 1975-1976, on estime à 5 millions de tonnes l'augmentation de production après la mise en marche du gisement de Boqueron chanar (190 millions de tonnes cubiques à 1.000 mètres de profon-

neur).

D'autre part, des conventions ont été passées pour la prospection des gisements de Cerro Negro et El Laco, au nord du pays., avec la firme nord-américaine MARCONA intéressée par son exploitation et avec la firme anglaise d'ingénieurs MACKEE. Ses gisements ont une capacité cubique d'à peu près 400 millions de tonnes et peuvent donc être considérés par les trusts comme un grand centre minier.

Les gisements cités sont aus mains de Santa Barbara, une firme aux capitaux étrangers. Le gouvernement, devant l'approche de la promulgation de la réforme constitutionnelle — qui déclare propriété de l'Etat toutes richesses métalliques et les hydrocarbures — a engagé des pourparlers avec la compagnie pour que leurs « possessions » (la terre, ni plus, ni moins) passent aux mains de l'Etat, sans coûts, ce qui ne devra soulever aucune difficulté, d'après la compagnie.

Les travailleurs formeront des comités d'entreprise dans chacun des moyens du complexe.

Pour la première fois Huachipato n'a pas fait grève — alors que pendant plus de 20 jours les ouvriers durent lutter contre la démocratie chrétienne de Frei, en 1970, et contre le conservateur Alessandri qui le précéda, pendant deux mois.

Autre point important de la nouvelle politique du gouvernement chilien : celui sur le code minier qui, sauf quelques variantes, est le même que celui de 1874.

Les plans d'expansion du complexe seront financés par un crédit de 190 millions de dollars que CAP a réussi en un « pool » dont le centre est au Luxembourg et qui comprend des banques d'Italie, de France, d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, d'Angleterre, du Japon et de la République Démocratique Allemande. Le crédit s'étale sur dix ans à 7 % d'intérêt.

Parmi les plans du complexe que CAP centralisera politiquement figure la dénommée « ligne blanche » (réfrigérateurs, cuisinières, etc.) qui devra toucher les secteurs les plus variés de consommation, depuis les navires pétroliers en passant par les charpentes en acier et les grues, jusqu'à la petite cuisinière ; CAP devra résoudre le chapitre de la seconde indépendance. La première, de l'impérialisme espagnol au siècle passé et la présente : de l'impérialisme et du néocolonialisme nord-américain qui se réfère à l'acier et au fer.

C'est une tâche énorme si l'on se souvient que le Chili fait partie, selon les « économistes », des nations sous-développées. Sous le régime démocrate chrétien, le Chili après le Vietnam du sud, avait le taux inflationniste le plus élevé dû à une attache inconditionnelle au dollar. Au bout de cinq mois de gouvernement populaire, on a réussi à arrêter cela, à détruire ces liens de dépendance totale. « *Ce développement minier et sidérurgique aura un impact certain sur le développement du pays* ».

Les paroles du Président Allende sont claires à ce propos. L'une des caractéristiques des pays sous-développés est son industrie mécanique faible et dépendante. Et le Chili, le peuple chilien sont décidés à être libres et indépendants. C'est le début d'une tentative qui pourrait se transformer en exploit.

INFORMATIONS VENUES DU CHILI

La revue inconditionnelle de la Junte militaire : « *Ercilla* » du 4 décembre 1973, publie une lettre d'un lecteur :

« Je suis un fervent lecteur d'« *Ercilla* » et pour cela je me suis permis de vous faire connaître mes inquiétudes. Toutes les nuits on entend à Santiago, après le couvre-feu, les multiples tirs de fusils. Une simple conversation avec des amis et/ou des contacts avec des gens qui vivent un peu partout dans la capitale, nous font savoir que de tels tirs de fusils sont pratiquement partout dans Santiago et toutes les nuits. Je voudrais savoir les raisons concrètes qui les provoquent et quel en est le solde en vies humaines. Après tant de coups de feu, il doit y avoir forcément des victimes. Est-il possible d'accéder à la liste des civils comme des militaires ? Je crois que la junte doit donner des éclaircissements sur les coups de feu qui se succèdent nuit après nuit. »

« *Ercilla* » répond : *Cette revue a demandé les mêmes choses aux autorités militaires, mais celles-ci considèrent que pour le moment il n'est pas possible de donner des détails sur les coups de feu à l'opinion publique, précisant que cela pourrait leur créer des difficultés dans les objectifs visés* ».

La revue d'extrême droite « *Que Pasa* » publie un article sur les relations avec la France : Santiago, 23 novembre 1973.

Voici un extrait de l'article intitulé : *Armements pour la guerrilla urbaine. « Malgré toute la campagne contre notre gouvernement, les relations commerciales avec la France continuent d'exister et d'une façon tout à fait normale. Deux cents millions de francs (cinquante millions de dollars), tel est le montant du nouveau contrat pour du matériel militaire que les entreprises françaises viennent de signer avec le représentant de la junte militaire chilienne ; et ceci grâce à la coopération du ministre des Armées, Robert Galley. La firme Régie Renault apportera des camions, la SOFMA, 47 tanks AMX-13, la SNIAS, 9 hélicoptères SA-330, la THOMSON et les Forges stéphanoises, du matériel de communication et des munitions. Tout cet armement serait destiné spécialement à la répression de la guerrilla urbaine. Les livraisons se feraient à partir du port de la Phallice (Charente-Maritime).*

Le journaliste Fernando Duran (directeur du journal d'extrême droite « *El Mercurio* » de Valparaiso) serait nommé ambassadeur des « gorilles » à Bruxelles (« *Que Pasa* » du 7 décembre 73). On l'avait annoncé pour Paris. En tout cas, il faut organiser la réception que méritent les assassins du peuple chilien.

Ci-dessous, nous publions la liste des représentants de la junte qui sont arrivés dans les capitales européennes comme attachés culturels et de presse :

A Paris : Maria de la Luz Alemparte, chargé des relations publiques de la revue d'extrême droite « *Que Pasa* ».

En Allemagne : Lucia Gevert, journaliste de « *El Mercurio* », journal d'extrême droite.

A Stockholm : Luciano Vasquez, journaliste, valet de la junte publiciste.

A Londres : Jorge Navarrete, Gérant de l'éditorial Juridique, collaborateur de la T.V. militaire.

A Genève : enfin un militaire, Maximiliano Errazuriz, on le nomme : « l'apôtre de la lutte contre le marxisme » (« Que Pasa » No 137).

A l'ONU : un dentiste vendu, journaliste et collaborateur de la télévision fasciste : Adolfo Yankelevich.

Pour aider la juste lutte du peuple chilien, restons vigilants et continuons la mobilisation : pour la solidarité et l'information, pour la diffusion de la lutte du peuple chilien. Pour arrêter la voix des assassins qui prétendent, à travers leurs émissaires, cacher leurs crimes et continuer la campagne de mensonges commencée à l'intérieur, vers l'extérieur.

LE PARTI COMMUNISTE DU CHILI DÉNONCE UNE PROVOCATION (Extrait de « l'Humanité » du 19 décembre 1973)

« La junte militaire, à travers ses services de renseignements et diverses agences de presse provocatrices, tente de créer un climat propice à la justification d'une répression encore plus brutale et plus sanglante contre le peuple du Chili.

Au moyen de la diffusion de tracts apocryphes soi-disant signés par le Parti communiste, les Jeunesses communistes et autres organisations politiques populaires, où sont divulgués de faux mots d'ordre relatifs à une « OFFENSIVE DE FIN D'ANNÉE » sur le thème : « LE 11 A ÉTÉ VOTRE JOUR, NOËL SERA LE NOTRE ». Ainsi sont préparées des actions provocatrices, préfabriquées par la junte elle-même et destinées à fournir le prétexte à de nouvelles rafles contre la classe ouvrière et le peuple.

Une preuve suffisante de l'origine de ces manoeuvres est fournie par le fait que le premier à parler de ce « Noël noir » a été le Général Arellano Stark, désigné comme chef de la Deuxième division de l'armée de terre (Santiago), celui-là même qui, dans le nord du pays, a ordonné des dizaines d'exécutions sans jugements.

Le Parti communiste dénonce devant le peuple cette grossière manoeuvre ; il alerte contre elle la classe ouvrière ainsi que tous les patriotes et démocrates.

Le terrorisme et l'aventure sont étrangers à la ligne de combat du peuple pour mettre fin à la dictature. Les provocations d'où qu'elles viennent sont une arme pour les oppresseurs.

La lutte pour le renouveau démocratique et la récupération révolutionnaire l'emporteront en déjouant les pièges du putsch comme de l'aventure »

« Non à la provocation fasciste !
La lutte des classes est la seule voie de la victoire ! »

CARLOS ALTAMIRANO, Secrétaire général du Parti Socialiste du Chili, lance un appel à l'union des partis socialiste et communiste ainsi que celle de tous les partis démocratiques pour préparer :

« une lutte longue mais inévitablement victorieuse contre la dictature fasciste. Ce sera, précise Altamirano une lutte de masses unies, organisées, disciplinées, placées sous une direction unique ».

Le Secrétaire général du Parti socialiste exclut de cette lutte « les actions aventureuses et les opérations terroristes qui ne serviraient que de justification à la junte pour se livrer à de nouveaux crimes ».

Carlos Altamirano rappelle que l'Union Soviétique, les pays socialistes, les mouvements révolutionnaires, populaires et de libération d'Amérique, d'Asie, les forces de progrès de tous les pays sont avec le peuple chilien. **La grande bataille pour la liberté du Chili, conclut-il, ne fait que commencer. Nous vaincrons ».**

19 décembre 1973

Léon Villarin, assassin, propriétaire du syndicat des propriétaires de camions, a été pratiquement expulsé par la pression populaire française de Paris, la semaine dernière.

Cette semaine nous avons les juristes de la Junte (le contre-amiral **Rodolfo Vio** et l'ex-sénateur **Julio Duran**) à Paris, mais à titre personnel, car les assassins n'ont pas osé arriver officiellement.

Ils ont été reçus comme il faut (face à leur résidence Hôtel Suffren-Latour) par des centaines de militants communistes. Il faut les expulser de France en même temps que le fasciste **Pablo H. Rodriguez**, dirigeant du mouvement fasciste « **Patrie et Liberté** ».

LA LUTTE CONTINUE . . . EN AVANT AVEC LE PEUPLE UNI . . .



BULLETIN D'ABONNEMENT

(1 an : 15 F - Abonnement de soutien : 50 F)

NOM

Prénom

Domicile

..... Ville

Profession Tél.

Envoyez ce bulletin avec un chèque bancaire ou postal établi comme suit : « CHILI NOUVEAU » C.C.P. 33 875 94 La Source à « CHILI NOUVEAU, Boîte postale 80-14 - 75662 PARIS CEDEX 14

Dans chaque numéro de « CHILI NOUVEAU » nous commencerons à publier un petit dossier sur les réalisations du gouvernement de l'Unité Populaire pendant les trois années de gouvernement. Tout article, idée, analyse et toutes suggestions peuvent être adressés à la revue pour leur éventuelle publication.

LA M.N.E.F. C'EST MIEUX

PARCE QUE

- La M.N.E.F. n'est pas une compagnie d'assurances : c'est une mutuelle GEREE PAR ET POUR LES ETUDIANTS depuis 1948.
- Elle est SEULE A GERER LA SECURITE SOCIALE A PARIS : une démarche unique pour deux remboursements, Sécurité Sociale + M.N.E.F.
- Une COTISATION UNIQUE, 40 F par an, pour tous les avantages proposés.

QUELS AVANTAGES ?

- LES PRESTATIONS MUTUALISTES AUTOMATIQUES calculées au taux de 10 % sur la plupart des frais médicaux, pharmaceutiques et hospitalisation, etc...
- Une ASSURANCE ACCIDENT individuelle, en Responsabilité Civile et en Défense et Recours, ainsi que des prestations Invalidité-Décès.
- Un SERVICE SOCIAL : une assistante sociale, des fonds de secours, un fichier logement, un fichier travaux pour étudiants.
- Un DISPENSAIRE MEDICAL ET DENTAIRE RENOVE ET GRATUIT pour les adhérents assurés sociaux.
- PLANNING FAMILIAL : un CENTRE D'ORTHOGENIE - consultation tous les jours (CONTRACEPTION...)
- BUREAU D'AIDE PSYCHOLOGIQUE UNIVERSITAIRE gratuit pour les étudiants.
- Des CONSULTATIONS JURIDIQUES gratuites par deux avocats à la Cour.
- 44 logements jeune-ménage.
- Une MAISON DE REPOS à Sainte-Maxime (Var).

et aussi depuis cette année :

- 8 PERMANENCES D'ACCUEIL déjà OUVERTES DANS VOS FACULTÉS : renseignements, réception des dossiers maladies.

Quels que soient TON AGE et TA NATIONALITÉ
ADHÈRE A LA M.N.E.F. !

RENSEIGNEMENTS : Section M.N.E.F. DE PARIS,
22, boulevard Saint-Michel,
75270 PARIS CEDEX 06 - Tél. 033-22-56

éditions sociales

Avec leurs collections « Socialisme » et « Notre temps », les Editions sociales se proposent de faire connaître la vérité en aidant chacun à réfléchir sur les acquis et les problèmes du socialisme en marche comme de la marche au socialisme, à travers les meilleurs ouvrages d'auteurs français ou étrangers.

• Collection Socialisme

CHILI. LES COMMUNISTES DANS LA MARCHE AU SOCIALISME (Luis Corvalan) - Textes présentés par Jean-Pierre Fébrer.

Luis Corvalan, secrétaire général du Parti communiste chilien explique les conditions dans lesquelles l'unité populaire est arrivée au pouvoir, les problèmes complexes qu'elle a eu à affronter et surtout le rôle des communistes dans la marche en avant du peuple chilien, aujourd'hui stoppée par la barbarie fasciste.

1 volume, 272 pages : 9 F.

FIDEL CASTRO AU CHILI (discours et déclarations présentés par Roland Labarre) Castro - Allende. Un dialogue qui prend aujourd'hui une tonalité nouvelle. Il éclaire quelques-uns des problèmes soulevés par les événements que le peuple chilien vit aujourd'hui.

1 volume, 144 pages : 7 F.

DEUX OU TROIS CHOSES QUE JE SAIS DE L'UNION SOVIÉTIQUE (Martine Monod) - C'est à travers des rencontres personnelles que Martine Monod nous décrit une Union Soviétique très peu connue.

1 volume, 224 pages : 9 F.

L'ENSEIGNEMENT EN R.D.A. (Paulette Pellenq et Georges Bouvard) - Partout dans les pays capitalistes l'enseignement est en crise. L'école de la R.D.A. est l'une des plus avancées au monde. Pourquoi ? Comment ? Enseignants, parents d'élèves, éducateurs et jeunes, tous ceux enfin que préoccupent les grandes tâches d'éducation seront curieux de le savoir, donc intéressés par ce livre.

1 volume, 288 pages : 12 F.

• Collection Notre Temps

LES O.S. (Marie-Rose Pineau) - Des hommes vivants, différents, regroupés sous le même titre d'O.S. . . . et pourtant . . . la réalité, même si elle est profondément marquée par la parcellisation du travail, est plus complexe. L'homme est-il devenu devant sa machine un simple robot soumis à l'ennui ? Aura-t-il une place dans l'avenir ? Ou son avenir est-il lié à sa disparition ?

1 volume, 208 pages : 9 F.

RECONSTRUIRE L'ÉCOLE (Propositions pour une éducation nationale démocratique) - Présentation de Pierre Juquin.

Dans une « présentation » au style alerte, vif et simple, Pierre Juquin analyse brièvement les données de la crise actuelle, marque les responsabilités du régime, ses tentatives et leurs limites, car on ne peut reconstruire l'école sans reconstruire en même temps et conjointement la société dont elle est partie constitutive.

1 volume, 128 pages : 7 F.

Distributeur exclusif : ODÉON-DIFFUSION, 146, rue du Faubourg-Poissonnière - 75010 PARIS

Comptoir de vente : ODÉON-DIFFUSION, 24 rue Racine - 75006 PARIS

Pour la Suisse : LIBRAIRIE ROUSSEAU, 36, rue JJ Rousseau GENEVE

